

MUNICIPALES 2014 Pour un Front de Gauche moteur d'une alternative politique de gauche

1 – Le contexte des prochaines élections municipales de mars 2014 sera marqué par la poursuite de la crise économique. Alors que le gouvernement Hollande s'apprête à engager une nouvelle réforme des retraites et à accentuer la politique d'austérité, des confrontations sociales cruciales vont avoir lieu dans les prochains mois.

Alors que le Front national et la droite ont fait des élections municipales un enjeu national des prochaines échéances électorales, il est décisif que le Front de gauche soit le moteur d'une alternative politique de gauche aux politiques d'austérité et au social-libéralisme. Les élections municipales seront également déterminées par des enjeux locaux, des configurations politiques particulières suivant les communes.

Les politiques libérales et austéritaires menées jusqu'à maintenant ont accentué l'exclusion et la précarité dans nos villes au moment même où les collectivités locales se voient imposer des charges accrues sans moyens financiers. La décentralisation annoncée aggrave les baisses de dotations avec un impact désastreux sur les plus fragiles et sur les politiques locales. Ce sont des données à prendre en considération car elles réduisent les marges de manœuvre des communes. Il est décisif que les batailles menées par les municipalités tant au niveau des actions contre la dette, des régies publiques, des désobéissances collectives se combinent. Que des communes agissent ensemble, voilà ce qui permet de rompre l'isolement et de changer le rapport de force.



des populations, des majorités qui refusent l'austérité et la logique sociale libérale. Pour cela, nous voulons défendre une alternative à la politique d'austérité du gouvernement et de sa majorité, rassembler les forces opposées à la politique qu'il mène, faire barrage à la droite et à l'extrême droite et combattre l'abstention. Nous travaillons partout où c'est possible, et en particulier dans les grandes villes, à des listes à l'initiative du Front de gauche, pour le premier tour des élections municipales, listes ouvertes aux militants et aux forces qui se reconnaissent dans cette démarche, dans le but de changer les rapports de force à gauche. L'existence de listes initiées par le Front de Gauche est un enjeu majeur pour lui donner une visibilité nationale à l'occasion de la première échéance électorale depuis l'arrivée de François Hollande au pouvoir.

Quand les conditions peuvent être réunies pour construire un accord, sur les principaux axes d'une vraie politique de gauche dans les communes, un refus de se soumettre aux logiques d'austérité, une indépendance vis-à-vis de la politique du gouvernement, nous proposons aux sections locales du Parti socialiste, d'Europe

suite page 7

SOMMAIRE

n°6 | 15 juillet 2013

- p.2 Altersommet, pour une autre Europe! L'activité santé à Athènes
- p.3 Les avancées du Manifeste antifasciste européen
- p.4 6 questions, 6 arguments pour défendre les retraites
- p.5 Le point de vue de G. Filoche - Action syndicale, campagne citoyenne
- p.6 Construire un courant unitaire dans le Front de gauche
- p.7 Contribution de la Gauche unitaire
- p.8 Après les assises du 16 juin, engager les travaux pratiques
- p.9 Oui, le monde bouge
- p.10 Extrême droite, le terreau du libéralisme
- p.11 Résistance et mobilisation en Moselle - Comité de vigilance à Lyon
- p.12 Gaz de schiste, vigilance en Ardèche

Altersommet pour une autre Europe!

Les 7 et 8 juin s'est tenu à Athènes l'Altersommet, une initiative rassemblant des forces militantes syndicales, associatives et politiques européennes.

La proposition de tenir un Altersommet a émergé dans le cadre de la *Joint Social Conférence* dans laquelle des organisations syndicales et associatives européennes se rencontrent autour de thèmes du mouvement social européen.

Elle vient à la suite des Forums sociaux européens (FSE) dont la dernière édition à Istanbul a montré ses limites. En effet, le mode de rencontre à l'échelle européenne a été repensé dans l'objectif d'engager les mouvements conjointement dans l'action en s'appuyant sur les échanges d'expériences pour déboucher sur des propositions et actions concrètes. L'Altersommet a été envisagé comme « *un processus de convergence théorique et pratique de forces qui refusent l'orientation de l'Union européenne et veulent imposer une Europe démocratique, écologique et sociale* ». L'événement à Athènes s'est préparé sur une année, avec des rencontres à Bruxelles, Paris et Zagreb, ayant pour but de finaliser un document à adopter : le mémorandum des peuples. Le collectif français a recensé plus de

250 personnes en délégation à Athènes avec une forte composante syndicale autour de Solidaires, de la FSU et de la CGT. Il y a aussi eu une importante présence de militantEs d'Attac ainsi que du Front de gauche, du PC et d'une quinzaine de militantEs de Tous ensemble/*Trait d'union*. Il est toutefois à regretter pour le succès et le rayonnement de la rencontre et de la manifestation du samedi, la faible participation des organisations de la gauche radicale européenne.

L'Altersommet a permis des rendez-vous d'échange en ateliers, un meeting internationaliste où Aurélie Trouvé d'Attac a parlé pour le collectif français sur les échéances européennes à préparer conjointement, notamment une campagne contre l'application du pacte budgétaire dans chaque pays de l'Union européenne. L'Altersommet s'est terminé le samedi par une manifestation internationaliste de 1 500 à 2 000 militantEs européenNEs, débouchant sur la place Syntagma, haut lieu des luttes des indignés en Grèce.

La manifestation, même si on l'aurait espérée plus massive et plus imposante, avec une plus grande participation des Grecs, fut colorée et combative.

À cette occasion, les camarades de Tous ensemble/*Trait d'union* ont rencontré des organisations politiques grecques afin de connaître la situation et les débats qui traversent la gauche, notamment à la veille du congrès de Syriza. Kosta Isihos de la commission internationale de Syriza nous a parlé des enjeux du débat de congrès, Aris Vasilopoulos et Panos Kosmas de Kokkino nous ont dépeint la situation politique et Antonis Davanelos de DEA nous a entre autres expliqué les raisons d'un investissement réduit des Grecs dans cet Altersommet qui s'est tenu au moment du plus grand creux des mobilisations en Grèce depuis trois ans et quelques jours avant la remobilisation suivant la fermeture de la télévision publique grecque et des mouvements de protestation qui ont suivi.

L'activité santé à l'Altersommet à Athènes

Les questions de santé, d'accès aux soins et de protection sociale dans le cadre de la crise économique prennent une ampleur qui commence à avoir des conséquences visibles pour les populations notamment les plus fragilisées (chômeurs, précaires, sans-abris, malades chroniques...).

Le cadre général des réponses des gouvernements à la crise est construit autour de mesures d'austérité imposées ou non par la Troïka (baisse des prestations, étranglement financier des dispositifs publics de santé), associées à une accélération de l'agenda néolibéral de privatisation-commercialisation à l'œuvre depuis le début des années 1990 ouvrant un marché pour les groupes capitalistes du secteur (restructuration-privatisation d'établissements de santé, poussée des grands groupes d'assurances privées et complémentaires santé).

À l'occasion de l'Altersommet le réseau

européen contre la commercialisation de la santé et la défense d'une protection sociale universelle et solidaire a organisé un atelier sur ces questions en Europe actuellement, avec un focus sur les situations grecque et portugaise. Ce réseau est constitué selon les pays de syndicats liés au secteur, d'associations ou de collectifs de défense de la santé et de partis politiques.

Les militantEs présentEs à Athènes avaient commencé par participer à une manifestation au ministère de la Santé en soutien à la population d'une île grecque où l'hôpital est menacé de fermeture avec notamment des camarades de SUD santé-sociaux et de la CNE belge.

Dans l'atelier, Cristina Semplano du Bloco portugais a présenté la situation de son pays, Fabienne Binot de SUD santé celle de la France et Theodoris Zdoukos a présenté l'apparition et le développement des dispensaires sociaux grecs, structures de base militante dans les quartiers, constituées de



professionnels volontaires organisant les soins primaires.
(Sur ce thème voir <http://solidaritefrancogrecque.wordpress.com/>).

Le deuxième aspect traitait de l'activité de solidarité avec ces dispensaires. Le collectif France Grèce solidarité pour la santé s'est ainsi mis en place, il y a environ trois mois. Une rencontre dans le cadre de l'espace de la solidarité s'est déroulée pour présenter le collectif et ses actions.

Une réunion de travail avec des acteurs des dispensaires sociaux s'est également tenue avant la manifestation. Une somme d'argent a été remise et un dispositif complet de cabinet dentaire qui avait été acheminé quelques jours avant a été transmis à l'équipe du dispensaire de Corinthe.

Enfin un atelier consacré aux questions de solidarité plus générales en Europe a eu lieu.

Au total : une activité importante, des

contacts noués et des coopérations renforcées. Prochaine étape : la bagarre pour le retrait du projet de directive européenne faisant rentrer la santé et la protection sociale avec une série de services d'intérêt général dans le champ de la concurrence libre et non faussée en les soumettant à des procédures obligatoires d'appel d'offres pour tous projets.

Les avancées du Manifeste antifasciste européen

Dans le cadre de l'Altersommet, une réunion a eu lieu à la suite de l'atelier contre l'extrême droite pour discuter des avancées et des perspectives du Manifeste antifasciste européen. Parmi les nombreux présents, il y avait Dimitris Tsoukalas (député de Syriza, Grèce), Annette Groth (députée de Die Linke, Allemagne), Dov Khenine (député communiste, Israël), Moïsis Litsis (journaliste grec), Aris Hatzistefanou (co-auteur des films *Debtocracy* et *Catastroika*), Fred Leplat (représentant de la Coalition of Resistance, Royaume-Uni) et Giorgios Mitralias l'initiateur du Manifeste. Pour la France, étaient présents des camarades du CADTM, de Visa, de la FSU, de la Fase et de la GA.

Dans l'État espagnol, quasiment toute la gauche de la social-démocratie a signé le Manifeste, depuis la direction d'Izquierda Unida (Gauche unie) et du PCE jusqu'aux libertaires, en passant par les groupes parlementaires de Bildu, Esquerra Republicana (en Catalogne), CUP, Compromís. On trouve aussi le secrétaire général de la Ligue des droits de l'homme ; les syndicats Intersindical ; le plus important mouvement écologiste de gauche, Ecologistas en acción ; le Mouvement 15M (les Indignés) et des dirigeants des Commissions ouvrières (CCOO).

En Slovaquie, les signatures pour le Manifeste ont commencé par le biais de l'Union des vétérans-partisans de la Résistance, et il a été signé jusqu'au syndicat des policiers, l'essentiel des signataires se trouve surtout au sein du mouvement populaire anti-austerité.

Au Royaume-Uni, la Coalition of Resistance ainsi que le Greek Solidarity Campaign, regroupant d'importants syndicats britanniques, appuient le Manifeste, ainsi que la revue antifasciste *Searchlight* et des réseaux locaux antifascistes. Le mouvement United Against Fascism (UAF) a exprimé son intérêt. Il y a eu en Angleterre environ 200 attaques racistes contre des musulmanes, dont cinq à six dirigées contre des mosquées. Un parti nationaliste et souverainiste a le vent en poupe, l'UKIP, alors que le mouvement English Defence League porte le combat raciste dans les rues. En 2014, sera célébré un grand événement nationaliste et chauvin autour du 100^e anniversaire du début de la Première Guerre mondiale ; le gouvernement investira 55 millions de livres britanniques dans ces commémorations chauvines.

En Grèce, la direction de Syriza a décidé d'appuyer le Manifeste antifasciste européen, 47 députés l'ont signé. L'accueil est positif, la campagne médiatique a commencé. Beaucoup de journalistes le publient car la situation est encore plus difficile depuis qu'un député du parti Aube dorée a récemment nié l'Holocauste publiquement. Les initiatives

antifascistes locales se multiplient.

En Allemagne, l'ouverture récente du procès contre la cellule néonazie terroriste NSU (Clandestinité national-socialiste) à Munich a attiré les projecteurs. L'affaire du NSU montre clairement l'implication très inquiétante des services des renseignements intérieurs. Le mouvement néonazi se renforce, surtout en ex-Allemagne de l'Est. Des députés de Die Linke commencent à s'emparer du Manifeste et le signent. En Hongrie et en Slovaquie, les militants fascistes sont très actifs dans les universités : ils s'organisent pour emprunter des livres d'auteurs de gauche et/ou juifs qu'ils ne rendent jamais et qu'ils font disparaître. Au Parlement européen, la droite se mobilise pour empêcher le vote de la mise en place d'une commission d'observation sur l'évolution de l'extrême droite en Hongrie.

En Ukraine, l'extrême droite est entrée récemment au Parlement. Elle ne se présente pas publiquement comme fasciste : le Parti de la liberté, copiant les stratégies de partis d'extrême droite d'Europe de l'Ouest, adopte un discours populiste et reprend même des éléments de discours de la gauche ou des libéraux. Le camp gouvernemental se présente maintenant lui-même comme antifasciste et a lancé une campagne contre l'extrême droite. Tout cela contribue à créer une grande confusion politique.

L'atelier sur l'extrême droite de l'Altersommet a proposé une réunion de travail antifasciste à l'automne 2013 ayant pour but d'organiser une grande rencontre européenne antifasciste courant 2014. Une telle réunion devrait permettre aux trois réseaux antifascistes européens – Printemps de Prague II, Altersommet et du Manifeste antifasciste européen – de se rencontrer.

Ce dernier réseau va créer un site internet afin de centraliser la collecte des signatures pour le Manifeste. Le site servira à l'échange d'informations, sorte d'observatoire, sur les actions de l'extrême droite en Europe.

Les parlementaires vont être interpellés tout au long de l'année électorale des européennes, en 2014, pour mettre rapidement en place un réseau interparlementaire antifasciste. Du côté de Valence, en Espagne, aura lieu en novembre 2013, le prochain congrès des intellectuels antifascistes qui pourrait se transformer en congrès européen.

Aris Hatzistefanou travaille actuellement sur un troisième documentaire, dont le sujet est l'extrême droite et le lien entre la montée des fascistes et les élites patronales, politiques et médiatiques. Le problème principal est celui du financement de ce film. Une campagne de soutien va être lancée.

6 questions, 6 arguments pour défendre les retraites

Le gouvernement a décidé qu'il fallait encore s'attaquer aux retraites.

Et la Commission européenne lui a soufflé très fort sa ligne de conduite.

1. Pourquoi s'acharner encore sur les retraites ?

Les réponses de la commission Moreau, qui prépare l'opinion publique, sont incroyables. Selon elle, la réforme Sarkozy de 2010 s'appuyait sur de mauvais calculs : « la durée et l'ampleur de la crise depuis 2008 affectent fortement les systèmes de retraite... » Mais elle continue à dire qu'il faut « s'inscrire dans la trajectoire des finances publiques retenues par les pouvoirs publics et concourir au redressement des comptes publics et à la crédibilité internationale de la France ». Les politiques de gestion de la crise ont tué l'emploi, cassé les salaires, et les régimes de retraites en pâtissent ! Mais il faut s'acharner. Et l'Europe veille au grain. Les institutions européennes demandent maintenant aux gouvernements qui ont adopté des règles – TSCG – de les appliquer. La Commission européenne, qui accorde

à la France un délai de deux ans pour réduire le déficit public, exige six réformes structurelles, en détaillant les mesures. Hollande s'en est ému. Mais il s'aligne, alors qu'il faut désobéir et assumer l'affrontement.

2. On vit plus longtemps, il faut travailler plus longtemps ?

Hollande en a fait un « principe », qui se rapproche du « travailler plus » de Sarkozy. Et qui légitime après coup toutes les réformes régressives de la droite, 1993, 2003, 2010, guidées par ce principe. En 1982, quand le gouvernement Mauroy a instauré la retraite à 60 ans, l'espérance de vie augmentait. Mais la gauche de cette époque ne concluait pas que lorsqu'il y a des progrès de santé, il faut les compenser en souffrant plus longtemps au travail. L'aspiration populaire était qu'on devait profiter d'une retraite en bonne santé et qu'on devait réduire la durée du travail. D'autant que la productivité du travail compense l'augmentation plus forte du nombre des retraités que celui des actifs, et donc la part de richesses

supplémentaires qu'il convient de leur attribuer. On pourrait tenir le même raisonnement avec le baby-boum : l'augmentation des naissances a capté une part supplémentaire de la richesse nationale (allocations, écoles), sans que personne ne crie alors à une faillite.

3. Le feu à la maison ?

Même pas. La commission Moreau chiffre les besoins de financement d'ici 2020 à un point du PIB, soit 20 milliards, dont 7 milliards pour le régime général. Or, comme l'explique Jean-Marie Harribey (Les économistes atterrés), les cinq points de moins de détérioration des salaires depuis 30 ans, au profit des dividendes accrus, c'est 100 milliards par an. Cinq fois le « trou » des retraites prévu en 2020 ! Autrement dit, il suffirait de déplacer un peu le partage salaires-dividendes pour boucher ce prétendu trou. Pourtant, le gouvernement bloque les salaires de la fonction publique pour inciter à bloquer aussi ceux du privé, et le Smic reste au point mort. 20 milliards ont par contre été très vite trouvés pour satisfaire la compétitivité à la suite du rapport Gallois.



Photothèque Rouge/JMB

4. Qui va payer ?

La commission Moreau préconise la désindexation des pensions, la fin des avantages fiscaux pour les retraités, la hausse de leur CSG, l'augmentation des annuités jusqu'à 44 ans en 2050. Côté recettes, elle propose timidement 0,1 % de cotisations en plus par an, à partager entre patrons et salariés. Au total, qui paye quoi ? Les entreprises 1,3 milliard, les travailleurs actifs et retraités le reste, soit les 4/5. Comme le dit Jean-Marie Harribey : plus la crise est responsable, plus on fait payer les travailleurs. C'est la lutte acharnée d'une classe contre l'autre.

5. Vaincre les inégalités ?

Oui bien sûr ! La Conférence sociale du 20 juin a conclu qu'il fallait « *prendre en compte certaines situations particulières (pénibilité, jeunes, femmes, polypensionnés)...* » En 2003, la contre-réforme Fillon s'était accompagnée d'une promesse : faire face aux pénibilités du travail. Rien n'a abouti. Et la question demeure : l'inégalité d'espérance de vie en bonne santé est de huit ans entre ouvriers et cadres, et bien plus selon la pénibilité du travail. Il faut donc changer les conditions de travail. Mais immédiatement, l'égalité doit passer par des départs anticipés proportionnels aux années de pénibilité. Quant aux femmes, elles touchent une retraite inférieure d'au moins 40 % aux hommes, alors que leur salaire est

inférieur de 25 %. C'est la double peine. Christiane Marty (Fondation Copernic) a montré que si l'activité des femmes égalait celle des hommes, cela se traduirait par 5 % de rentrées de cotisations supplémentaires, alors que le Conseil d'orientation des retraites (COR) estime que 2 % de hausse de cotisations équilibrerait les régimes en 2020. L'égalité femmes-hommes : un vrai levier pour équilibrer les régimes.

6. Mériter sa retraite ?

La propagande dominante fait comme si la retraite était le fruit d'un long placement en cotisations ou en épargne, et que les temps étant difficiles, il faut s'attendre à moins de revenus. Cette mentalité d'épargnant est un recul de civilisation. La retraite est en réalité la possibilité, en bonne santé, d'avoir des activités utiles sans être contraint par la discipline capitaliste du travail. Cette conquête a été rendue possible par l'augmentation de la part des richesses allant à la protection sociale. C'est parce que la part des cotisations de salaire affectée aux retraites est passée de 8 % du salaire brut en 1945 à 26 % en 1995 (Bernard Friot, *L'enjeu du salaire*), que la retraite a pu devenir un bonheur accessible pour des millions de personnes, alors qu'au XIX^e siècle, les travailleurs mourraient au travail. Toute la gauche, tout le syndicalisme, doivent s'unir pour ne pas démanteler encore plus cette conquête populaire.

JEAN-CLAUDE MAMET (CONVERGENCES ET ALTERNATIVE)

Un point de vue de Gérard Filoche (BN du PS)

Comment se passe le débat dans le PS ?

De l'extérieur, c'est peut-être difficile à voir, mais plus de 80 % des militants PS sont contre une nouvelle attaque contre les retraites. Ils sont même « choqués » que cela arrive à l'agenda. Bien sûr la direction ne cesse de répéter que la « *crise plus forte est que prévu* », et qu'on n'a « *pas le choix* ». Comme les médias. Mais ça ne passe pas. Même les dirigeants sont mal à l'aise. Les députés avalent à contre-cœur. Ça craquèle. Des résolutions de bureaux fédéraux, parfois de conseils fédéraux, sont votées à l'unanimité pour dire : « *pas touche à nos retraites* ».

Les amendements de la Gauche socialiste (suspension du TSCG, la BCE doit prêter aux États, non au marché transatlantique, Europe sociale, Smic européen...) enregistraient déjà 67 à 73 % de votes favorables. Exemple, une militante PS rencontrée dans la rue au hasard, elle a environ 60 ans : « *Vous savez je n'arrive pas y croire, cela fait 40 ans que suis au Parti socialiste, là je ne digère pas ce qui se passe. Vous savez j'ai voté vos amendements, je reste parce que vous (Gauche socialiste) êtes là, mais comme ils ne comprennent pas, ils vont voir aux municipales, les gens râlent partout* ».

Nous sortons d'ailleurs un « *Appel national des socialistes pour défendre nos retraites* ». Le PS est poreux au mouvement social, et ce gouvernement ne peut aller vraiment contre un mouvement social s'il est fort. Hollande et Ayrault écouteront si nous sommes assez déterminés, forts, unitaires, sachant que la base du parti, désespérée, n'attend que ça : un virage à gauche.

Action syndicale le 10 septembre et campagne citoyenne

Le projet du gouvernement serait connu fin août. La mobilisation syndicale démarrera le 10 septembre (CGT, FO, FSU, Solidaires) : elle sera décisive. Il faudra créer les conditions de l'unité la plus forte. Mais elle comptera aussi la démultiplication d'initiatives en vue de créer un mouvement de société, de mobiliser le peuple de gauche sur ses valeurs, de rassembler les jeunes, les femmes, les personnes les plus exposées aux pénibilités. À l'initiative d'Attac et Copernic, un appel unitaire a été adopté par des syndicalistes (CGT, FSU, Solidaires, Unef), des associations (mouvements féministes), des forces politiques (Front de gauche, NPA, et peut-être EÉLV et la Gauche socialiste).

Il vise à démarrer le plus vite possible une campagne d'opinion et de mobilisation, avec des meetings dans les grandes villes début septembre. Signez et faites signer l'appel : « *Ensemble, défendons nos retraites* », (<http://www.retraites2013.org>)

De même un Collectif : « *La retraite une affaire de jeunes* » a lancé un appel (Unef, UNL, JOC, JEC, et jeunes des partis politiques).

APRÈS LA RÉUNION DE TRAVAIL DU 15 JUIN, **Construire un courant politique commun** dans le **Front de gauche**

La réunion de travail qui s'est tenue le 15 juin 2013 à Saint-Denis a constitué une étape positive du processus de rapprochement. Au-delà du « courant d'idées » constitués jusqu'à maintenant, il s'agit de travailler à constituer un courant politique commun dans le Front de gauche, courant rassemblant des composantes organisées et des individus non membres d'organisation.

Les 200 militantEs réuniEs à Saint-Denis le 15 juin 2013 à l'appel de quatre organisations (Alternatifs, Convergence & Alternative, Fédération pour une Alternative sociale et écologique, Gauche anticapitaliste), de militants de la Gauche unitaire et d'animateurs de l'initiative « Tous ensemble » ont travaillé sur un socle commun, des textes qui ont été préparés et discutés :

1- Notre orientation politique. 2- Des convictions programmatiques partagées. 3- Avec et dans le Front de gauche, dans les mouvements sociaux, construire une force politique nouvelle pour l'émancipation.

Notre regroupement s'inscrit pleinement dans le Front de gauche. Notre objectif est de le construire, de l'élargir et de le doter d'un fonctionnement démocratique pour que les centaines de milliers de personnes qui aspirent à construire une alternative dans ce pays puissent s'y rassembler et qu'il se constitue à terme comme une nouvelle force politique de gauche porteuse d'une stratégie de transformation sociale et écologique.

Notre regroupement vise également à formuler des propositions, à intervenir sur toutes les questions politiques, dans toutes les mobilisations qu'il estime nécessaire, y compris lorsque le Front de gauche n'y est pas impliqué en tant que tel. Comme le montrent les textes débattus à la réunion du 15 juin, notre regroupement veut contribuer à reconstruire un horizon d'émancipation, de dépassement du système capitaliste.

À l'opposé des logiques d'adaptation au capitalisme et au productivisme, nous agirons pour changer les rapports de force au sein de la gauche pour y faire prévaloir une orientation qui donne la priorité aux besoins sociaux et environnementaux et se nourrisse de l'apport de tous les combats pour l'émancipation. Pour construire cette alternative, nous combinerons l'intervention dans les luttes de classes et l'ensemble des luttes sociales, écologiques, démocratiques et féministes, de l'entreprise à la cité, et dans les institutions. Le processus de constitution de ce nouveau mouvement demandera du temps. Il s'agit de se regrouper et aussi de produire du neuf. Pour que puissent se poursuivre les débats publics et la convergence de courants politiques d'origines différentes, permettre à toutes celles et tous ceux qui veulent se joindre à ce projet d'en être les acteurs à tous les niveaux, une pratique politique commune sera nécessaire.

Notre regroupement vise à rassembler, sans la nier artificiellement, la diversité de nos expériences pour aboutir à une organisation commune et constituer une force, qui se dotera d'un fonctionnement démocratique, où la voix de

chaque individu compte et où seront recherchés les plus larges consensus, qui respectera la parité hommes/femmes, une structuration mixte avec d'une part, suivant les rythmes de développement possible, des adhésions individuelles à des collectifs locaux dotés d'une large autonomie et, d'autre part, des courants et composantes organisées à l'échelle nationale.

Plusieurs étapes se dessinent déjà :

- Les 23 et 24 novembre 2013 se tiendra une assemblée ouvrant un processus de constitution d'un mouvement commun. Elle sera le moment d'un large appel public. Elle sera l'occasion de travailler sur les enjeux de la situation politique, notamment des prochaines élections municipales et européennes, de se donner une nouvelle dénomination commune, des principes de fonctionnement partagés, de se doter d'outils de communication communs, de définir les prochaines étapes du travail de rapprochement engagé afin d'aboutir à la constitution d'une nouvelle organisation politique commune.

Après la réunion du 15 juin, les prochaines étapes, qui font accord entre toutes les forces parties prenantes doivent permettre d'approfondir le travail engagé :

- D'appeler tous les militants intéressés par ce projet et tous les groupes des organisations politiques constitutives à constituer des collectifs locaux dans toutes les villes et régions françaises, en trouvant à chaque fois les modalités d'action au consensus, qui permettent la participation la plus large. À chercher chaque fois que possible une intervention commune dans les cadres du FdG et lors d'initiatives publiques.
- De poursuivre le travail d'échange et d'élaboration autour des quatre textes mis en débat à la réunion du 15 juin pour aboutir à une nouvelle version à la prochaine réunion nationale.
- D'organiser le 23 août, à la veille des Estivales citoyennes du Front de gauche à Grenoble, une journée de réflexion sur les échéances politiques et la constitution de notre nouveau mouvement.

- D'éditer en complément de la poursuite du bulletin *Trait d'union* lors d'initiatives ponctuelles des matériels publics communs, sans que cela empêche chaque composante de sortir son propre matériel.

- De créer des commissions de travail, en coordination avec le comité de liaison, sur

1. les municipales,
2. les débats et initiatives nécessaires dans le cadre du Front de gauche,
3. les modalités de fonctionnement et les outils nécessaires pour notre nouveau mouvement,
4. le nom et le graphisme (logo...)

Ces commissions seront composées de représentants des courants politiques élargies à des militants investis sur ces sujets.

- De mandater le comité de liaison national rassemblant des représentants des courants politiques organisés et des personnes non membres d'organisation pour coordonner le travail des commissions, préparer ces pré-estivales, les

assises de novembre. Il est notamment chargé de préparer deux réunions ouvertes aux représentantEs des collectifs locaux, l'une le 23 août, l'autre un samedi fin septembre pour préparer de la façon la plus large possible les assises de novembre.

**Vendredi 23 août, une journée de débat *Trait d'Union*
– Tous ensemble**

Le vendredi 23 août de 9 heures à 19 heures aura lieu une journée d'échanges et de discussions ouvertes à toutes et tous sur le processus de regroupement en cours. Ces débats se tiendront sur le site des Estivales du Front de gauche à Saint-Martin-d'Hère. Ils permettront d'échanger autour des enjeux de la rentrée politique et sociale, du développement du processus de regroupement en cours et d'amorcer une discussion sur le type d'organisation que nous voulons construire.

Municipales 2014...

Suite de la page 1

Écologie, du NPA, de Lutte ouvrière, du POI, de constituer des listes communes. Cela implique aussi une ouverture au mouvement social, le refus d'alliance avec la droite, des pratiques politiques démocratiques et participatives.

La recherche de listes larges à gauche se posera par ailleurs dans certaines situations :

- reconduire les municipalités sortantes du Front de gauche
- empêcher la conquête de municipalités par le FN

4 – Pour travailler à cela, le Front de gauche devrait rendre publiques, à l'échelle nationale, des propositions rendant visible et concrète une alternative à l'austérité dans ses déclinaisons locales. Ce serait un des éléments nécessaires pour afficher une cohérence politique et faciliter les débats de constitution des listes. Pour appuyer une telle perspective, notre programme autour du regroupement *Trait d'Union*/Tous Ensemble sera construit autour des bases de ce que nous avons défendu ensemble, avec le Front de gauche, pour faire des municipalités des points d'appui de résistances. Un travail d'élaboration de propositions communes est en cours.

5 – Au second tour, nous nous mobiliserons pour appeler la population à faire barrage à la droite et à

l'extrême droite. Nous proposerons la fusion des listes de gauche contre la droite et l'extrême droite en respectant les votes du 1^{er} tour, en refusant toute alliance avec des forces de droite.

La participation ou non aux exécutifs locaux n'est pas un préalable à la constitution des listes Front de gauche. Elle est du ressort de chaque composante. Pour notre part, nous ne participerons pas à des exécutifs qui refuseraient la liberté de vote à nos éluEs, ou qui mèneraient une politique contradictoire avec nos engagements défendus au premier tour.

6 – Cette démarche commune doit nous permettre de mener le débat dans le Front de gauche, de contribuer à en rassembler toutes ses composantes et de prendre les dispositions nécessaires pour rendre possible le processus de construction des propositions politiques et des listes municipales à travers des débats multiples avec les citoyenNEs, avec les associations locales, dans nos communes.

LES ALTERNATIFS, CONVERGENCES & ALTERNATIVE, LA FÉDÉRATION POUR UNE ALTERNATIVE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE DONT L'ASSOCIATION DES COMMUNISTES UNITAIRES, GAUCHE ANTICAPITALISTE, DES MILITANTES DE LA GAUCHE UNITAIRE, DES ANIMATEURS ET DES ANIMATRICES DE L'INITIATIVE « TOUTS ENSEMBLE »

Contribution de la Gauche unitaire

De puis le 15 juin, un processus devant mener à une nouvelle organisation est lancé. Gauche unitaire estime que les rythmes sont précipités et que la méthode retenue ne permet pas d'avoir les discussions de fond indispensables à la vérification des accords existants et des désaccords pouvant subsister, ni de tester la portée de ceux-ci à la chaleur d'une pratique commune. Dans ces conditions, nous considérons que les bases d'une nouvelle organisation ne sauraient être solidement établies.

Pour avancer, il est nécessaire selon nous que se manifestent des avancées réelles dans un rapprochement politique et stratégique et que cela se matérialise dans les faits c'est-à-dire dans des interventions convergentes de nos organisations dans le Front de gauche et au-delà dans la situation politique complexe que nous connaissons. Pour le moment ce n'est pas le cas. Cela est-il définitif? Nous ne le souhaitons pas mais cela demande de remettre l'ouvrage sur le métier pour vérifier réellement les possibilités de regroupement, de travail en commun et à terme d'une forme d'organisation qui pourrait nous être collective.

Nous proposons de mettre en chantier des débats permettant de formuler une compréhension partagée des enjeux de la période, de proposer une orientation commune pour le Front de gauche et son développement, dans la perspective de faire bouger les lignes dans toute la gauche, d'y changer les rapports de force, d'y faire vivre une nouvelle offre de rassemblement de cette gauche sur une politique alternative au social-libéralisme, de se mettre d'accord sur une stratégie partagée de transformation sociale, de vérifier que nous partageons une même conception d'une organisation.

Enfin, il convient de faire la démonstration pratique de l'utilité de la démarche de « rapprochement » au Front de gauche, à l'avancée de ses débats, au renforcement de sa cohésion, à la définition par lui d'une ambition majoritaire pour la gauche et le peuple, à son élargissement et à son rapprochement avec de nouvelles composantes de la gauche ainsi qu'avec une série de secteurs du mouvement social. À cet égard, les échéances électorales de 2014, la manière dont les uns et les autres les aborderont et en tireront les conclusions, constitueront un test grandeur nature permettant de mesurer les possibilités d'un regroupement organisationnel.

APRÈS LES ASSISES DU 16 JUIN, Engager les travaux pratiques

Les Assises du 16 juin ont montré que des convergences existaient dans la gauche et le mouvement social. Il reste maintenant à transformer ce constat en batailles communes malgré les différents points de vue.

Samedi 16 juin se sont tenues à Montreuil les « Assises pour changer de cap en France et en Europe » qui ont réuni plus de 1 500 participantEs. Cette initiative, impulsée par le Front de gauche, a initié un dialogue inédit entre forces syndicales, associatives et politiques qui refusent la fatalité des politiques d'austérité. Cette journée a ainsi rassemblé des représentantEs d'Attac, de la fondation Copernic, des collectifs de défense des services publics de la FSU, de la CGT, de Solidaires, des différentes composantes du Front de gauche, du NPA, d'Europe Écologie et de Gauche Avenir (association animée par des dirigeants de l'aile gauche du Parti socialiste comme Marie-Noëlle Lienemann). Sans que les participants ne soient d'accord sur tout, de fortes convergences se sont dégagées notamment dans les ateliers thématiques organisés dans la matinée sur des questions aujourd'hui incontournables telles que la vi^e République, la prochaine bataille des retraites, le rapport entre transition écologique et développement industriel...

Crise politique

Cette initiative est directement le produit du « choc Cahuzac » et de la crise politique majeure ouverte après l'aveu de la fraude fiscale pratiquée par le ministre du Budget censé imposer l'austérité à la population. Cet événement, que nul ne pouvait prévoir, a permis d'engager un débat qui était ressenti de plus en plus comme une nécessité, alors que le déploiement de la politique de François

Hollande depuis un an s'inscrit de façon implacable dans une logique de l'austérité et de la compétitivité. Face à cette logique mortifère, tous ceux qui résistent et se battent pour l'égalité des droits, qu'il soient militants associatifs, syndicalistes, militants politiques ou citoyens engagés, ressentent la nécessité impérieuse de rouvrir un horizon d'espoir qui donne un peu d'oxygène à tous ceux qui aspirent à un véritable changement.

Après cette première étape vers la convergence, il convient maintenant de lui donner une suite, de passer aux travaux pratiques. Cela suppose de relever plusieurs défis.

De nouvelles batailles en perspective

Des questions immédiates sont à l'ordre du jour. La réforme des retraites annoncée par le gouvernement Ayrault entraînera probablement une nouvelle hausse de la durée de cotisation pour toucher une retraite pleine en entière. La préparation du budget 2014 poursuit la politique d'austérité mise en œuvre et frappera de plein fouet les classes populaires, les services publics, les collectivités territoriales. L'engagement des négociations pour la mise en place du Grand Marché transatlantique entre l'Europe et les États-Unis, pour le plus grand bénéfice des multinationales européennes, ouvre une bataille de longue haleine pour mettre en échec cette régression majeure. Ce sont de premiers enjeux sur lesquels il est possible et nécessaire de travailler à des convergences,

de porter ensemble des propositions fortes donnant la priorité aux besoins sociaux et environnementaux.

Le défi qui nous est posé est de rendre crédible à une échelle large et pour une majorité de la population que d'autres solutions sont possibles. C'est le sens de la démarche d'alliance entre forces issues du mouvement social, syndical et des forces de gauche et écologistes. Il s'agit de construire et d'élaborer ensemble, dans une démarche exigeante qui exclut toute relation de subordination, d'instrumentalisation ou de délégation, des propositions globales répondant à des enjeux de société et qui contribuent à dessiner l'alternative au cauchemar de l'austérité et du règne du profit. Des débats persistent car toutes les forces engagées n'ont pas le même point de vue. Les syndicalistes excluent logiquement de s'engager dans une démarche qui aurait un débouché électoral. Pascal Durand pour Europe Écologie, a rappelé le 16 juin que les Verts se situaient encore dans la participation au gouvernement. Marie Noëlle-Lienemann est dans la majorité gouvernementale, alors que le Front de gauche en est indépendant et s'oppose à la politique sociale libérale du gouvernement. Mais ce qui rend possible cette convergence inédite, c'est le constat que la politique menée par François Hollande mène dans le mur, et qu'il y a urgence à trouver les moyens de dégager une alternative. Le chantier est désormais engagé.

FRANÇOIS CALARET (GAUCHE UNITAIRE)



Photothèque Rouge/Milo

Deux rendez-vous à ne pas rater

Notre-Dame-Des-Landes, les 3 et 4 août, forums, concerts, débats.

Plus de 35 débats auront lieu tout au long du week-end, répartis dans six lieux différents : sur le thème de l'énergie et de la transition écologique : la présentation du Plan Transition énergie



climat Pays de Loire ; un forum sur le thème des mobilisations climat, du local au global, en prévision de la Conférence de Paris 2015 ; un débat animé par le Réseau Action Climat...

- sur la protection des milieux naturels et de la biodiversité, 6 intervenants éclaireront la question des compensations environnementales (Compenser pour mieux imposer: comprendre et résister aux mécanismes de compensation. Discussion autour de différentes luttes locales, en France, en Europe et dans le monde)
- une conférence sur l'aménagement du territoire sera animée par le géographe Yves Lebahy
- les luttes contre les GPII seront bien représentées...

Les Estivales citoyennes du Front de gauche, Saint-Martin-d'Hère, les 25 et 26 août.

Le samedi, plus de 70 ateliers sur les thèmes de l'Europe, la situation internationale, l'an 2 du PS, la VI^e République, mais aussi un cycle cinéma, des conférences, un retour sur l'histoire, un cycle controverses...



DU 25 AU 26 AOÛT
ESTIVALES CITOYENNES
SAINT-MARTIN-D'HÈRES

Oui, ce monde bouge!

En peu de jours, voilà démasquée la triste réalité de cet avatar monté par les États-Unis : les Frères musulmans formaient l'étape de l'évolution après le rejet des dictateurs ?

Le régime turc, présenté il y a quelques semaines comme une démocratie où des musulmans modérés faisaient leurs preuves, proches de l'Europe de Merkel, est apparu comme un État non démocratique dirigé par un parti conservateur, aussi autoritaire et manipulateur des arguments religieux et familialistes que dévoué au libéralisme économique. Avec lui, en Tunisie, ses semblables sont dans un grand embarras depuis des mois. Quelles que soient, en ce moment, les limites, les flottements dans la formulation d'un projet politique et social unificateur des luttes, le soulèvement en Turquie avait accru les hésitations des dirigeants d'Ennahda. La deuxième poussée de la révolution en Égypte, contre la politique clientéliste, répressive et religieuse conservatrice des Frères musulmans, les montre comme ils sont. Conservateurs, machistes, autoritaires, instrument du libéralisme économique... Tous les éléments comptent et la situation est loin de se décanter facilement. Toutefois, dans des conditions totalement différentes, les soulèvements au

Brésil ont une caractéristique commune : dans ce monde unipolaire, personne ne peut facilement tenir un peuple en main au nom de l'ordre du monde. Les jeunes notamment, ainsi que les femmes visibles partout dans ces mobilisations soulignent un trait marquant de la phase actuelle : au nom de quoi, de qui, les dirigeants demandent-ils obéissance et résignation ? Comment, dans ce monde, stabiliser des politiques qui sacrifient les droits de bien vivre des masses de jeunes et de populations qui voient les richesses des « pays émergents » et l'horizon fermé qu'on veut leur imposer ? Les manifestations de colère de Dacca comme l'ensemble des mouvements revendicatifs au Chili, aux États-Unis, en Chine doivent nous faire réfléchir. Cela même mérite une vigilance vive dans notre activité : certes l'Europe est à refonder et ce sera un enjeu des débats des semaines et des mois à venir. Ne parions donc pas sur une seule possibilité, sur le plus « probable » seulement : n'oublions pas cette mobilisation au Portugal, une mobilisation de rue d'un million et demi de personnes, l'équivalent de dix millions en France. Ce qui se passe dans plusieurs régions du monde est pour nous un avertissement. Soyons préparés à de brusques

mobilisations de masse.

Des discussions, trop peu présentes parmi nous, doivent donc prendre toute leur place : il faut discuter des exigences pour mettre en échec les multinationales et dessiner un horizon, un autre ordre du monde. Nous devons ainsi reprendre les propositions du Forum social mondial de Tunis et celles des conclusions de l'Altersommet.

Et le dernier coup de Barroso et des dirigeants européens, cette négociation sans aucun mandat démocratique, nous le refusons. Nous ferons le lien entre la nécessaire maîtrise de la finance internationale, – ce qui suppose de se mobiliser pour des nationalisations de banques, de compagnies d'assurances, et aussi d'éradiquer les paradis fiscaux. Nous mettrons en évidence la nécessité d'exproprier les grands groupes internationaux (du médicament, des armes, de l'agroalimentaire...). Par de telles mesures des institutions internationales nouvelles seraient à l'ordre du jour, des critiques légitimes de l'ONU à l'affirmation de la place de forums sociaux régionaux et internationaux.

Pour socialiser les richesses, il faudra bien changer les règles actuelles de la propriété et du pouvoir.

PIERRE COURSA-SALIES (FASE)

Extrême droite, le terreau du libéralisme

Un mois après la mort de Clément Méric, le conseil des ministres vient de décider la dissolution de Troisième Voie et des Jeunesses nationalistes révolutionnaires auxquelles appartenait son meurtrier, Esteban Morillo.

Pour le grand public, la mort tragique de Clément Méric a braqué les projecteurs sur l'existence et les pratiques des groupes d'extrême droite. Pour autant, cela fait déjà un moment qu'ils ont retrouvé de la vigueur. En sommeil ou abrités au sein du Front national, ils ont bien profité du « débat sur l'identité nationale » à l'époque de la présidence Sarkozy pour surfer sur le rejet de l'autre, de l'étranger, de l'immigré en s'en prenant particulièrement aux musulmans.

À différentes périodes, les leaders de la droite, de l'UMP n'ont pas craint de reprendre à leur compte la rhétorique de l'extrême droite. On se souvient de J. Chirac partant en guerre contre « *le bruit et l'odeur* » qui indisposaient les braves familles françaises. Et plus récemment, le « *pain au chocolat* » de Copé qui, à son tour, discriminait les musulmans. Ou encore le discours anti-Roms de Sarkozy à Grenoble la dernière année de sa présidence largement repris à droite et notamment par le maire de Nice Christian Estrosi, qui expliquait début juillet comment il allait « *les mâter* ». On pourrait allonger la liste avec des déclarations de diverses personnalités de l'UMP.

La situation de crise économique qui perdure depuis 2008 avec ses dramatiques conséquences sociales – chômage, précarité et pauvreté, inégalité – offre à ces groupes néofascistes un terreau pour développer leur idéologie nauséabonde, raciste, xénophobe et homophobe.

Les prises de position du Parti socialiste au pouvoir qui poursuit la politique d'austérité démobilisent et démoralisent alors que dans le même temps le Front national, s'agissant du rapport de Yannick Moreau, ne craint d'affirmer que celui-ci est « *la boîte à outils du Medef* » et « *bruxello-compatible* ». On nage en pleine inversion en termes d'expression et de choix politique.

La porosité qui s'est installée entre l'UMP et le Front national au niveau des idées a englobé ces petits groupes dont certains ont d'ailleurs joué les petites mains du FN à diverses occasions. Les sondages, qui indiquent qu'une part croissante des militants ou sympathisants de l'UMP sont partisans d'alliance électorale avec le Front national, en sont un des symptômes.

Mais c'est la campagne contre le projet de loi en faveur de l'ouverture du mariage pour les couples homosexuels qui a permis à ces groupes nationalistes d'agir au grand jour avec le label du mouvement initié et porté, entre autres, par Frigide Barjot.

Les prises de position hostiles de la quasi-totalité du personnel politique, à l'UMP et à l'UDI, leur jusqu'au-boutisme dans les manifestations, auxquelles ils ont participé dans une grande

proximité avec la délégation du Front national ont ouvert un boulevard à ces groupes extrémistes.

Au grand jour, ils ont agi, mis en place de nouveaux réseaux d'activistes comme le Printemps français, décalque réactionnaire des printemps arabes.

La droite décomplexée voulue par Sarkozy s'est complètement lâchée sur cette question de société. Elle a fait cause commune avec les couches les plus conservatrices, rétrogrades dans une conception figée des rapports sociaux. Sur le terrain, elle a rencontré la hiérarchie catholique et ces groupes nationalistes. La porte s'est ouverte à l'homophobie, aux actes homophobes. Les accusations irresponsables à l'égard de Christiane Taubira, ministre de la Justice, les propos insensés de Frigide Barjot accusant le gouvernement de vouloir du sang ont libéré la parole et les actes de ces groupes.

En mal de stratégie pour reconquérir un pouvoir dont elle s'estime injustement privée, la droite, donne l'impression de vouloir employer tous les moyens pour hâter la date de son retour au pouvoir. Combattre le danger que représentent ces groupes fascistes implique non seulement de mettre sur pied un mouvement unitaire pour refuser l'intolérance, la haine et l'exclusion, mais aussi de lutter pour faire triompher une politique alternative à l'austérité et prenant à bras le corps la question de l'emploi pour tous, des inégalités, des services publics, d'un autre partage des richesses.

MICHEL GAUTIER (GA)



Urgence, résistance et mobilisation en Moselle contre le fascisme

En Moselle, les fermetures d'entreprises dans la métallurgie notamment, mais pas seulement, accentue la crise sociale et offre un terreau propice aux tenants du «chacun pour soi», aux replis communautaires et identitaires. L'extrême droite a toujours prospéré sur la misère et le chômage de masse. Les plans de licenciements qui se succèdent, les délocalisations lui offrent un contexte fertile. Les classes populaires payent encore et toujours l'addition des crises financières et capitalistes.

Dans notre département de Moselle, toutes les dernières élections mettent en évidence une avancée électorale du Front national. Dans le même temps, l'activisme de l'extrême droite radicale se développe. Les agressions racistes ou homophobes, les attaques envers des militantEs du mouvement social se sont multipliées ici aussi à Metz principalement. La banalisation du racisme dans le discours d'une droite décomplexée ont remis en selle et légitimé une mouvance

politique haineuse des différences mais qui s'exprime aujourd'hui avec plus de virulence dans les discours comme dans les actes.

En Moselle, nous sommes de plus en plus nombreux à penser que la lutte contre l'extrême droite, passe non seulement par les batailles contre les offensives patronales et contre la casse des acquis sociaux (retraites, sécurité sociale, services publics) mais aussi par les combats au quotidien au plus près des personnes qui sont en grande difficulté.

C'est pourquoi, depuis plusieurs années dans notre département, des militants et des citoyens se regroupent au travers de plusieurs collectifs qui sont très actifs dans le domaine du logement, de la régularisation des sans papiers, des questions environnementales et écologiques avec toujours l'idée d'être avec les plus précaires qu'ils soient Français ou étrangers.

Par exemple, depuis 2002 s'est constitué le «collectif mosellan de lutte contre la

misère» qui regroupe aujourd'hui seize organisations politiques, syndicats et associations agissant pour le droit au logement des Français ou des étrangers qui sont souvent des demandeurs d'asile laissé à la rue. En 2012, une bataille a été engagée avec succès dans la ville principale du département (Metz) pour obtenir des conditions dignes de 70 personnes qui survivaient dans un bidonville.

Depuis quelques mois, des comités locaux commencent à se créer dans le département pour contrer les idées d'extrême droite et engager un véritable travail en réseau dans les quartiers et les lieux les plus touchés par le chômage et la précarité.

Des Mosellans se mobilisent pour que demain ne soit pas pire qu'aujourd'hui et parce qu'ils sont persuadés qu'ensemble, ils renverront le fascisme dans les poubelles de l'Histoire.

DENIS MACIAZEK FASE 57

À Lyon, un comité de vigilance contre l'extrême droite

Lyon est confrontée à l'extrême droite depuis 2009. Le Collectif de vigilance 69 contre l'extrême droite a comptabilisé plus de 500 jours d'interruptions temporaire de travail (ITT) cumulés dus aux exactions de ces groupes depuis cette date.

Composé de l'ensemble des partis de gauche, des anarchistes et libertaires au PS et à ÉELV en passant par le Front de gauche, de syndicats (FSU, Solidaires, CGT Vinatier, Unef...), d'associations (LDH, SOS Racisme, Fédération régionale des MJC, Ras'l'Front, UJFP, RESF, Mouvement français du Planning familial...), le collectif tire sa force de la diversité de sa quarantaine d'organisations. Il exerce une triple activité face à l'extrême droite.

Face aux violences, le collectif informe les LyonnaisEs du danger que représentent ces groupes par la diffusion de tracts, d'affiches et de communiqués de presse. Il organise aussi la riposte par des manifestations de rues et des rassemblements. Il apporte son soutien aux trop nombreuses victimes. Il s'est également associé aux manifestations en faveur du mariage pour tous.

Pour enrayer la montée de cette nébuleuse de groupuscules fascistes, le collectif interpelle régulièrement les éluEs et la préfecture, pour demander une prise de position politique condamnant la transformation de la ville de Lyon en

laboratoire de l'extrême droite, et une action résolue contre les agressions. Le Collectif de vigilance a ainsi organisé un rassemblement devant le conseil régional en juillet 2012, et a été reçu par des éluEs. Le 6 juin, Gérard Collomb, maire de Lyon président du Grand Lyon et sénateur, a reçu le Collectif de vigilance pour un premier rendez-vous, à la suite d'un rassemblement du collectif le 8 avril devant le conseil municipal.

Enfin, le collectif mène une action d'éducation populaire : journée de conférences et d'ateliers de réflexion «6 heures contre l'extrême droite», rédaction de dossiers complets, veille sur tout ce qui concerne manifestations nationalistes et création de nouveaux mouvements.

Si Lyon est malheureusement «à la pointe» des violences et regroupements fascistes, elle a aussi une longue tradition de résistance de gauche à l'extrême droite. Le CV 69 fait désormais partie d'une coordination nationale contre l'extrême droite, la Conex, pour mieux répondre à la nécessité de coordonner les luttes antifascistes.

Par notre vigilance, par nos luttes et par l'action de nos éluEs, éjectons de nos rues ces groupes racistes, homophobes, ultra-violents et assassins !

CORRESPONDANTS LOCAUX

Gaz de schiste: une vigilance redoublée en Ardèche!

L'exploitation du gaz de schiste n'est pas qu'un vague souvenir, le dossier a ressurgi avec une réelle acuité après l'offensive médiatique des pétroliers et à l'approche des décisions des recours juridiques engagés par différentes entreprises détentrices de permis. Et, les atermoiements du gouvernement Ayraut ne sont pas de nature à rassurer les citoyenNEs.

Pourtant, en 2011, des contreforts des Cévennes au Bas-Vivarais, la mobilisation contre l'exploration et l'exploitation du gaz de schiste atteignit un niveau de contestation inégalé en Ardèche qui devint le fer de lance du combat en France, obtenant même une résonance internationale du Québec à la Pologne¹. En février, l'importante manifestation de Villeneuve-de-Berg incita le gouvernement Fillon à interdire en toute hâte la fracturation hydraulique mais la loi du 13 juillet ne remit pas en cause l'attribution des permis aux entreprises. La poursuite de la mobilisation contraignit cependant Madame Kosciusko-Morizet, ministre de l'Environnement, à abroger en octobre trois permis dans le Sud-est (Montélimar, Nant et Villeneuve-de-Berg) sur les 64 attribués dix-huit mois plus tôt par le cabinet de Borloo en France.

Depuis, le collectif ardéchois² est

resté tout aussi actif. Ces dernières semaines, il a redoublé de vigilance face aux tergiversations politiques et aux dossiers brûlants.

Sans être exhaustif, citons quelques exemples :
- La société Schuepbach Energy a déposé une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) pour contester la définition de la fracturation hydraulique auprès du tribunal administratif de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), celle-ci a été renvoyée devant le Conseil d'État. Le 26 juin, le rapporteur public de cette juridiction a recommandé le renvoi devant le Conseil constitutionnel. Si cette recommandation est suivie, ce dernier disposera de trois mois pour se prononcer sur la conformité de deux articles contestés. Les trois permis abrogés en octobre 2011 et les sept demandes de permis rejetées en septembre 2012 pourraient retrouver leur validité³.
- La mission d'expertise du Permis d'exploitation d'huiles de schiste Bassin d'Alès – qui concerne plusieurs communes du sud-Ardèche et du Gard d'exploitation d'huiles de schiste – semble aller dans le sens de l'entreprise Mouvoil en reconnaissant l'exploitation comme conventionnelle contre l'avis de la commission scientifique du collectif 07.
- Le rapport de l'Office parlementaire

d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) présenté le mois dernier soutient l'exploration et l'exploitation « maîtrisées » des gaz de schiste en reprenant une partie des arguments défendus par les lobbys industriels.

- La révision du code minier – mise conformité avec le code de l'environnement – se réalise dans l'opacité et ne devrait pas introduire une réelle démocratisation de la décision. Elle sera soumise au Parlement à la rentrée. Tous ces dossiers attestent que l'exploitation du gaz de schiste reste toujours d'actualité en France. En avril dernier, le forum ardéchois sur la transition écologique et énergétique a pourtant amplement démontré qu'il existe de réelles alternatives à cette logique productiviste.

Plus que jamais les citoyenNEs ardéchoisEs restent mobiliséEs et solidaires des luttes, comme tout récemment avec les paysanNEs polonaisEs.

RICHARD NEUVILLE ET MARIE VIOUJARD (LES ALTERNATIFS 07), PATRICE MOINGEON (FASE 07), STÉPHANE MOULAIN (GA 07), HENRI SAINT-JEAN (GU)

1. Richard Neuville, *Gaz de schiste : une lutte citoyenne exemplaire en Ardèche méridionale*. <http://alterautogestion.blogspot.fr/2012/02/gaz-de-schiste-une-lutte-citoyenne.html>

2. Voir la composition : <http://www.stopaugazdeschiste07.org/spip.php?article44>

3. Maxime Combes, *Tant d'énergie pour les gaz de schiste et si peu pour la transition !* : <http://blogs.mediapart.fr/blog/maxime-combes/260613/tant-denergie-pour-les-gaz-de-schiste-et-si-peu-pour-la-transition>



www.gauche-anticapitaliste.org



www.alternatifs.org

AVEC LES



www.communistesunitaires.net

convergences
et alternative

COURANT UNITAIRE ANTICAPITALISTE
<http://convergenceetalternative.blogspot.fr>

